



ENSEIGNEMENT PUBLIC

Inauguration demain du Complexe scolaire de la Liberté



L'entrée principale du complexe scolaire de la Liberté reconstruit

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, procédera vendredi, à partir de 11 heures, à l'inauguration du complexe scolaire de la Liberté, à Talangai, le sixième arrondissement de Brazzaville. Une cérémonie à laquelle prendront part les corps constitués nationaux, ainsi que les partenaires du système des Nations unies. Entièrement modernisé par la Société nationale des pétroles du Congo, l'établissement qui abritait naguère une école primaire et un collège est désormais doté d'un lycée d'enseignement général et ouvrira officiellement ses portes le 27 octobre, au titre de l'année scolaire 2025-2026.

Page 5

ECONOMIE

Globus veut investir au Congo



L'organisation non gouvernementale russe Globus entend réaliser les investissements en République du Congo. Elle a formé les jeunes congolais qui sont déployés sur le terrain pour identifier les besoins de la population. L'objectif étant de comprendre la réalité sociale, humaine et future du pays afin d'apporter des réponses idoines.

Les sondeurs lors de la formation

Page 3

CÉMAC

Brazzaville abrite la 44^e session ordinaire des ministres de l'UEAC



La capitale congolaise va accueillir, du 27 au 31 octobre, la réunion du comité inter-Etats et la 44^e session ordinaire du comité des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC) qui rassemblera les ministres en charge de l'Economie, des Finances et du Plan des six pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), a-t-on appris des organisateurs. Placée sur le thème « Vers la mise en œuvre du budget programme pour promouvoir la gouvernance communautaire », cette rencontre portera, entre autres, sur l'adoption du budget exercice 2026 de la communauté.

INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE

Les jeunes s'imprègnent des opportunités d'emploi

Venus des différents arrondissements de Brazzaville, les jeunes aptes et vivant avec handicap ont été éduqués, le 22 octobre au cours

d'un forum avec les chefs d'entreprise, sur les opportunités d'emploi. La rencontre a permis aux participants de comprendre l'im-

portance de s'orienter dans les formations spécifiques plus porteuses d'emplois.

Page 16

Éditorial

Au mental

Page 2

ÉDITORIAL

Au mental

Tous les voyants sont au vert pour que l'unique représentant congolais resté en compétitions interclubs de l'instance faîtière du football africain valide sa qualification à la phase finale de la Coupe de la Confédération. L'engagement et la détermination dont ont fait montre les athlètes pour aborder avec courage les deux phases préliminaires sont les acquis sur lesquels l'AS Otohô d'Oyo a pu s'appuyer pour enregistrer au mental des résultats encourageants.

Mais cet état d'esprit que nous saluons aujourd'hui ne doit pas nous détourner de la réalité car l'AS Otohô continue de vivre une préparation très mouvementée à cause de l'absence des matches du championnat national. C'est une évidence : en cas d'un bon résultat dimanche prochain à domicile, un club congolais sera compté parmi les meilleurs du continent de cette saison, sélectionnés pour entamer désormais la phase de poules à la fois exigeante et passionnante. C'est un honneur. Cependant, le plus dur est à venir. A telle enseigne qu'aller le plus loin possible dans cette aventure nécessite l'implication de toutes les parties.

Aux gestionnaires des sports de jouer leur partition en autorisant l'ouverture des stades. Ils doivent surtout comprendre que dans la préparation d'une phase aussi importante que celle des groupes, chaque détail compte. Il est donc temps d'améliorer l'environnement de travail pour ne pas que la carence des matches du championnat ne prenne le dessus sur l'engagement des joueurs.

Les Dépêches de Brazzaville

TÉLÉPHONIE MOBILE

Une baisse du taux d'identification des abonnés en 2025

Selon les résultats d'une enquête menée par l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE), le taux d'identification des abonnés à la téléphonie mobile au Congo a enregistré une nette régression cette année. Seulement 9,13 % des cartes SIM identifiées ont été correctement activées, contre 13,20 % en 2024.



Les participants à la cérémonie de présentation des résultatsDR

Les chiffres communiqués émanent des conclusions qui ont été présentées le 21 octobre, à Brazzaville, par le directeur des Réseaux et services de communications électroniques (DRSCE), Benjamin Mouandza, lors d'une réunion entre l'ARPCE et les opérateurs de téléphonie mobile. Ils traduisent une baisse inquiétante de la conformité aux règles d'identification, pourtant fixées par le décret n°554 du 26 juillet 2010 qui oblige les opérateurs à identifier tout abonné lors de l'achat d'une carte SIM.

L'enquête réalisée du 23 juillet au 28 août dans dix-huit localités à travers les départements de la Bouenza, du Pool, du Kouilou, de la Cuvette, du Niari, ainsi qu'à Pointe-Noire et Brazzaville, a révélé que seules les villes de Kinkala et Djambala respectent à 100 % les exigences d'identification des abonnés.

« C'est une enquête de routine que nous menons régulièrement dans le cadre de nos missions régaliennes », a expliqué le DRSCE, rappelant que cette opération vise à garantir la traçabilité des utilisateurs et à lutter contre les fraudes sur les réseaux.

Brazzaville et Pointe-Noire pointées du doigt

Le rapport souligne, par ailleurs, que Brazzaville et Pointe-Noire, considérées comme les zones les plus exposées à la cybercriminalité et aux infractions liées aux télécommunications, affichent de fortes défaillances dans le respect du processus d'identification. Dans plusieurs localités telles que Dolisie, Ouesso, Pokola, Ngo, Tchamba-Nzassi, Madingo-Kayes, Loudima, Bouansa, Loutété et Nkayi, la plupart des cartes SIM ont été vendues sans pièces d'identité et parfois préactivées avant leur vente. Une pratique interdite qui compromet la sécurité des réseaux.

L'ARPCE a ainsi saisi cette opportunité pour fixer un ultimatum aux opérateurs. Face à cette situation, le directeur général de l'ARPCE, Louis-Marc Sakala, a accordé un délai de deux mois aux opérateurs pour se mettre en conformité. Il a réaffirmé la détermination du régulateur à garantir une identification rigoureuse sur l'ensemble du territoire, au nom de la sécurité nationale. « Nous demandons aux opérateurs d'améliorer la qualité du service d'identification et de renforcer les contrôles afin de protéger la

population », a-t-il insisté.

Prenant la parole au nom des opérateurs, le directeur général d'Airtel Congo, Djibril Tobe, a reconnu les manquements constatés et assuré de leur engagement à corriger la situation. « Il est de notre responsabilité de garantir que tous les abonnés soient identifiés conformément à la loi. Nous allons agir avec rigueur pour que tous les acteurs, y compris les revendeurs, respectent la réglementation », a-t-il déclaré.

Djibril Tobe a également souligné les difficultés liées aux chaînes de distribution, souvent composées de petites entreprises indépendantes. Il a annoncé que des sanctions seront désormais appliquées contre tout revendeur ne respectant pas les procédures d'identification. Les opérateurs envisagent de renforcer les contrôles sur la chaîne de distribution et de mettre en place des mesures disciplinaires pour prévenir toute récidive. L'objectif, selon le directeur général d'Airtel est clair : « Garantir la sécurité du réseau, protéger les utilisateurs et rétablir la confiance entre le régulateur, les opérateurs et les abonnés »

Rude Ngoma

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

PROJETS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Globus déploie des enquêteurs pour inventorier les besoins de la population

L'organisation non gouvernementale russe Globus souhaite développer des projets socio-économiques en République du Congo, dans le cadre de ses missions. Pour ce faire, elle a déployé, le 21 octobre, des sondeurs qui vont recueillir les doléances des Congolais qui veulent voir l'évolution de leur communauté.

La plateforme Globus a formé des jeunes congolais qui ont été déployés sur le terrain dans le but de collecter les besoins de la population. Ils sont au total cinquante sondeurs qui sont envoyés sur l'étendue du territoire national (Quatorze à Brazzaville et trente-six dans les autres départements).

Durant la formation, ils ont appris les différentes techniques qui les permettront de bien échanger avec la population pendant la séance de collecte d'informations. Les responsables de cette organisation veulent que les enquêteurs soient francs, sincères et à l'écoute afin de récolter les points de vue des citoyens concernant les questions liées à leur social. Le résultat de ces sondages permettra à Globus de canaliser leurs projets afin



Les sondeurs lors de la formation/Adiac

de répondre directement à leurs demandes.

Le coordinateur de ce projet de sondage, Koud Etokabeka, a expliqué qu'il vise, entre autres, à comprendre la réalité sociale, humaine et future du Congo. Il permettra de créer une dynamique qui apportera des réponses à la réalité congolaise.

« La contribution de la population à travers ses réponses constitue notre

force. C'est à partir de ses réponses que nous allons concevoir des projets adaptés à la réalité de notre pays. Nos enquêteurs sont bien formés, voilà pourquoi nous invitons la population à les recevoir afin qu'ensemble nous répondons aux besoins », a-t-il expliqué.

Il a rappelé que Globus va, certes, réaliser les projets selon les besoins de la po-

pulation mais il se servira également des résultats de ces sondages pour transmettre les besoins de la population aux organisations gouvernementales.

La fondatrice de Globus, Yulia Berg, a indiqué que cette organisation est une communauté internationale d'experts étudiant la transformation mondiale et créant l'image de l'avenir souhaité, en théorie

comme en pratique. « En République du Congo, Globus met en œuvre des projets dans divers domaines, lance des initiatives culturelles, humanitaires et éducatives. L'ONG mène des recherches scientifiques et organise des événements sportifs », a-t-elle expliqué.

La spécialiste en sociologie de cette organisation internationale, Olga Ustinova, a précisé la méthodologie et la technique utilisées pour réaliser ce sondage qui prend en compte toutes les situations sociales. Elle a indiqué que ce genre de sondage facilitera le travail de certains acteurs sociaux puisqu'il place par catégorie les citoyens et les territoires.

Rude Ngoma

OUESSO

Les gestionnaires des marchés publics sensibilisés à la nouvelle réglementation

La Direction générale du contrôle des marchés publics (DGCMP) a organisé, le week-end dernier à Ouesso, chef-lieu du département de la Sangha, un atelier spécial pour sensibiliser les cellules de gestion des marchés publics aux nouvelles réformes initiées en la matière.

L'atelier pour lequel l'ouverture a été présidée par le préfet de la Sangha, Edouard Denis Okouya, a été organisé avec l'appui de la Banque mondiale, via le Programme accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services (Pagir). Il a réuni les animateurs des cellules de gestion des marchés publics venus des Conseils départementaux de la Sangha, de la Likouala, des plateaux, de la Cuvette, de la Cuvette-Ouest et des Conseils municipaux de Ouesso, de Pokola, d'Impfondo et d'Oyo, ainsi que des cadres et agents de la DGCMP.

L'objectif était de sensibiliser ces acteurs publics afin de garantir une gestion transparente et efficace des ressources publiques, pour la mise en œuvre d'une commande publique modernisée et fiable. « L'objectif global



Le préfet de la Sangha (au milieu en chapeau) entouré des organisateurs de l'atelier/Adiac

de l'atelier était de renforcer la compréhension du cadre juridique et institutionnel des marchés publics, de présenter les innovations issues des récentes

réformes et de consolider les compétences pratiques des participants sur la planification, la passation et la gestion des marchés publics », précise le communi-

qué final de la réunion.

Quatre thématiques y ont été développées, animées par des sachants. Elles ont porté sur « Le cadre légal et institutionnel des marchés pu-

blics » ; « La mise en œuvre du projet, phase budgétaire » ; « Le processus de passation des marchés » et « La constitution du dossier administratif et du dossier fiscal ».

Ouvrant les travaux, le préfet de la Sangha, Edouard Denis Okouya, a salué la tenue de ce séminaire et souhaité que cette réforme soit rigoureusement appliquée afin de renforcer la transparence dans la gestion des marchés publics.

Firmin Oyé

« L'objectif global de l'atelier était de renforcer la compréhension du cadre juridique et institutionnel des marchés publics, de présenter les innovations issues des récentes réformes et de consolider les compétences pratiques des participants sur la planification, la passation et la gestion des marchés publics »



VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

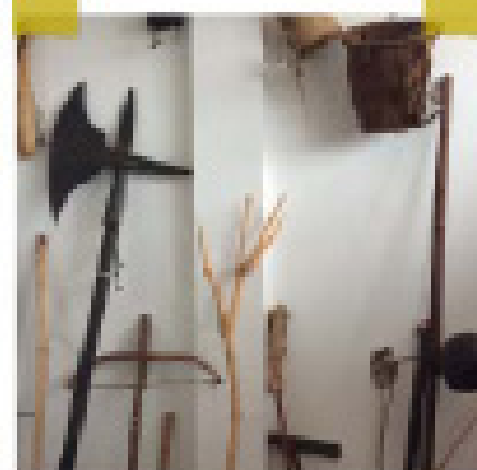
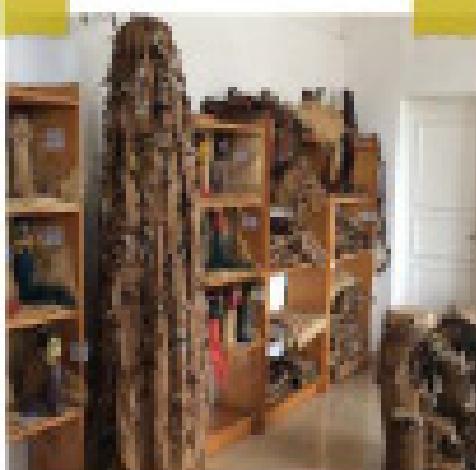
L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

**Expositions
et projections :**

- ☒ Sculptures
- ☒ Peintures
- ☒ Céramiques
- ☒ Musique

**Horaires
d'ouvertures :**

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**
Samedi : **9H-13H**



**Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo**

ENSEIGNEMENT
PUBLICInauguration
vendredi du
complexe
scolaire
de la Liberté

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, procédera le 24 octobre, à partir de 11 heures, à l'inauguration du complexe scolaire de la Liberté, à Talangaï, le sixième arrondissement de Brazzaville. Une cérémonie à laquelle prendront part les corps constitués nationaux ainsi que les partenaires du système des Nations unies. Entièrement modernisé par la Société nationale des pétroles du Congo, l'établissement qui abritait naguère une école primaire et un collège est désormais doté d'un lycée d'enseignement général. Il ouvrira officiellement ses portes, le 27 octobre, au titre de l'année scolaire 2025-2026.

Les Dépêches de Brazzaville

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Un nouveau projet pour améliorer la gouvernance scolaire

Dénommé « Comités de gestion des établissements scolaires publics » (Coges), le projet a fait l'objet, du 20 au 22 octobre au grand hôtel de Kintélé, d'un atelier de réflexion pour préparer sa mise en œuvre dans des écoles publiques professionnelles. La cérémonie a été présidée par le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé.

L'atelier de réflexion sur l'installation des Coges a réuni près de 75 participants venus des ministères sectoriels, dont ceux en charge de l'Enseignement technique, de l'Intérieur, des Finances, ainsi que les représentants des préfectures et des Conseils départementaux et municipaux. Trois jours durant, ils ont débattu des modalités pratiques d'installation des Coges grâce à l'appui financier de la Banque mondiale, à travers le Programme accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services (Pagir).

Organisé dans le cadre des réformes engagées

dans le secteur de l'enseignement public, cet atelier a permis de réfléchir sur les modalités, les procédures, l'installation et le fonctionnement de ces structures, dans le but de promouvoir une gouvernance participative, transparente et efficace dans la gestion des établissements publics d'enseignement technique et professionnel.

Outil essentiel de gestion

décentralisée, les Coges permettent de favoriser la participation des acteurs locaux, à savoir les enseignants, les parents d'élèves, les apprenants, les collectivités locales et l'administration, à la prise de décision et à la gestion rationnelle des ressources des établissements. Ils déterminent les attributions, l'organisation et le fonctionnement des organes de gestion des

établissements publics de l'enseignement technique et professionnel.

Au cours de cette rencontre, il s'est agi aussi de clarifier le rôle de chaque ministère concerné dans le processus d'installation de ces comités, conformément au décret ; de proposer les projets d'arrêtés, des notes de service; de valider les termes de référence et d'adopter la feuille de route liée à leur installation.

Le Pagir, fruit du partenariat entre la République du Congo et le groupe de la Banque mondiale, a pour objectif d'accroître l'efficacité de la mobilisation des ressources nationales et de la gestion des dépenses publiques.

Firmin Oyé

Au cours de cette rencontre, il s'est agi aussi de clarifier le rôle de chaque ministère concerné dans le processus d'installation de ces comités, conformément au décret ; de proposer les projets d'arrêtés, des notes de service; de valider les termes de référence et d'adopter la feuille de route liée à leur installation.



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.










Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



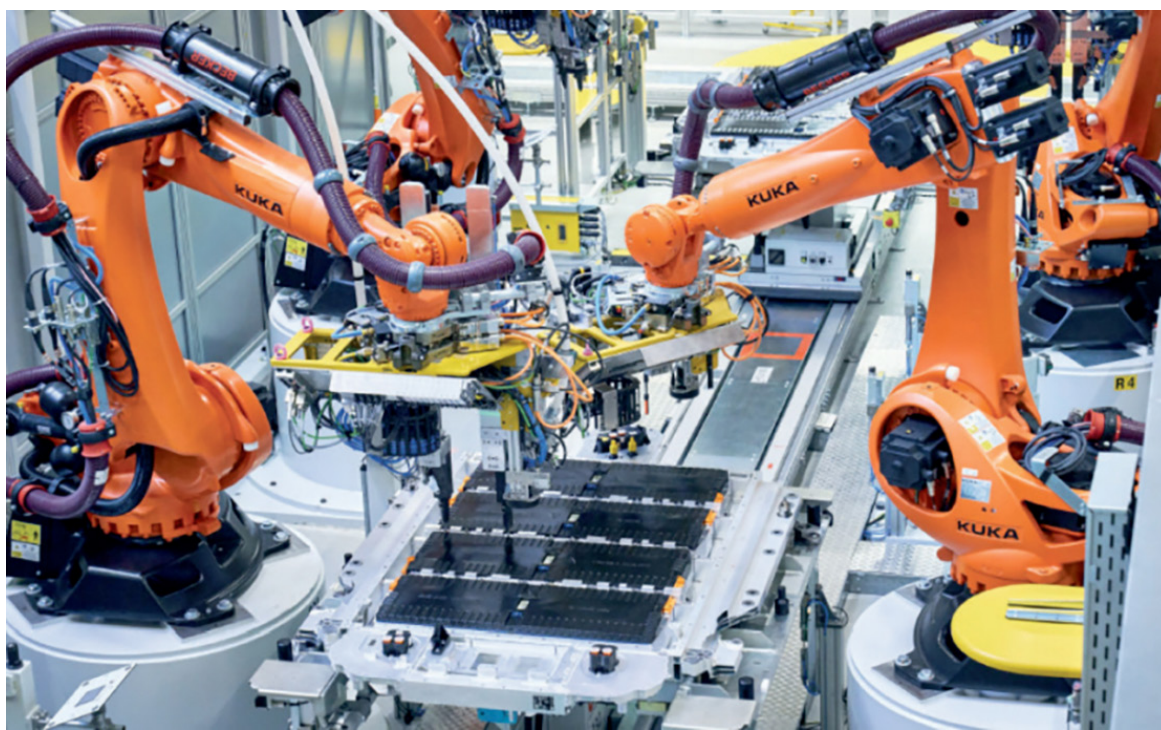
COOPÉRATION SINO-AFRICAINE

Stimuler le développement du secteur électrique de l'Afrique

Gotion High-Tech, fabricant chinois de batteries de premier plan, a achevé la première phase de son usine géante au Maroc le 13 octobre, marquant une étape majeure dans son expansion mondiale et dans la construction de la première usine géante de batteries à énergies nouvelles en Afrique.

Portés par des investissements continus et une recherche innovante, les produits chinois d'énergies nouvelles, tels que les batteries au lithium et les panneaux photovoltaïques, sont désormais reconnus pour leur qualité et leur compétitivité à l'échelle mondiale. La coopération sino-africaine dans ce secteur contribue à la réalisation d'un développement électrique durable sur le continent africain.

Situé dans l'Atlantic Free Zone de Kénitra, au Maroc, le projet de Gotion High-Tech s'étend sur une superficie totale de 543 hectares. Il s'agit du plus grand projet à investissement étranger dans ce pays d'Afrique du Nord, avec un investissement total atteignant par phases 6,5 milliards de dollars. Le projet vise à créer la première usine géante de batteries en Afrique, avec un achèvement prévu pour 2026. Ce projet, qui constituera la première base africaine de chaîne industrielle complète pour les batteries lithium-ion, permettra une production locale allant des matières premières aux systèmes de stockage d'énergie. Il constituera un moteur clé pour la transition énergétique et la modernisation industrielle du Maroc, a déclaré Yang Chen, directeur général de l'usine géante de Gotion High-Tech au Maroc, dans un entretien accordé à l'Agence de presse Xinhua.



Au-delà de ce mégaprojet industriel, la coopération sino-africaine se décline aussi à une échelle plus locale, avec des solutions sur mesure.

A environ neuf kilomètres à l'ouest de Bangui, capitale de la République centrafricaine, se trouve la localité de Bimbo 4, où 33.432 panneaux solaires de près de deux mètres carrés chacun, disposés sur un champ d'environ 16 hectares, fournissent quotidiennement de l'électricité aux usines, écoles et ménages de Bangui après avoir converti la lumière du soleil en énergie.

La centrale photovoltaïque de Sakaï, appelée « Champ solaire » par les habitants, est un projet d'aide de la Chine construit par la société China Energy

Engineering Group Tianjin Electric Power Construction Co., Ltd (TEPC). Depuis le début de la production d'électricité raccordée au réseau en 2022, elle a contribué au développement social et économique local tout en atténuant le déficit énergétique de Bangui.

Les données officielles montrent que la centrale couvre avec succès 30% des besoins en électricité de la ville. Emmanuel-Boris Yandouandji, 32 ans, père de deux enfants et locataire à Bangui, témoigne les changements portés par la centrale.

«L'économie de nuit se développe également. Un membre de ma famille a un petit restaurant ouvert le soir. Le

Champ solaire a redonné vie à la zone et je pense que la situation s'améliore», indique M. Yandouandji.

Au Mali, en l'Afrique de l'Ouest, le projet solaire construit par une entreprise chinoise installe 1.195 systèmes solaires domestiques hors réseau, 200 systèmes d'éclairage public solaire, 17 systèmes de pompage d'eau solaire et deux systèmes d'alimentation électrique solaire centralisée dans les villages de Marico Nubura et Karang, offrant ainsi un accès à une électricité propre et fiable à des dizaines de milliers d'habitants locaux.

Selon Paul Frimpong, directeur exécutif du Centre Afrique-Chine pour la politique et le conseil au Ghana,

les données montrent que les systèmes photovoltaïques hors réseau contribuent à plus de la moitié des nouvelles connexions électriques en Afrique subsaharienne.

Par ailleurs, la coopération sino-africaine dans le secteur des énergies nouvelles dépasse la simple réponse aux besoins immédiats, elle aide également l'Afrique à se positionner comme un acteur dans la transition verte mondiale.

Selon Yang Chen, grâce à la localisation stratégique du Maroc, les produits de haute qualité fabriqués par Gotion High-Tech dans son usine au Maroc peuvent atteindre plus rapidement le marché européen, contribuant ainsi à la transition verte en Europe.

Dans le même temps, le projet catalysera la transformation écologique des entreprises en amont et en aval au Maroc, accélérera la localisation des technologies et des talents et bâtira un écosystème industriel à haute valeur ajoutée.

En créant un cycle « production d'électricité verte - stockage - fabrication - exportation », Gotion High-Tech accompagnera la transition énergétique structurelle du Maroc, le faisant passer du statut d'importateur d'énergie à celui d'acteur de la fabrication et de l'exportation des énergies nouvelles, a souligné M. Yang.

EGYPTE

Renforcer la coopération avec la fédération de l'AES

L'Egypte a réaffirmé, lundi, sa volonté de renforcer sa coopération avec l'Alliance des Etats du Sahel (AES), a annoncé, mardi dans un communiqué, le ministère burkinabè des Affaires étrangères.

Cette volonté de renforcement de la coopération avec l'AES a été exprimée par le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty, lors d'une rencontre avec ses homologues du Burkina Faso, du Mali et du Niger, en marge de la 5e édition du Forum d'Assouan pour la paix et le développement durable qui se tient à Assouan, en Egypte, précise le communiqué. Selon le texte, le ministre égyptien a indiqué qu'il aimerait voir se renforcer la collaboration avec

les Etats membres de l'AES dans des domaines cruciaux tels que les infrastructures et l'investissement.

«Nous devons intensifier les relations économiques et ex-

plorer d'autres secteurs stratégiques entre l'Egypte et les pays de la l'AES», a souligné Badr Abdelatty.

Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères du Burkina

Faso, Karamoko Jean Marie Traoré, a indiqué que l'AES restait ouverte à tout partenariat «sincère et respectueux», dans le but de valoriser ses nombreuses opportunités.

En septembre 2023, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont signé à Bamako la Charte du Liptako-Gourma, instituant l'AES. Le 6 juillet 2024, les trois pays ont annoncé à Niamey la création de cette Alliance.

Xinhua

«Nous devons intensifier les relations économiques et explorer d'autres secteurs stratégiques entre l'Egypte et les pays de l'AES»

CAMEROUN

Quand la désinformation numérique devient une arme électorale

Une fausse alerte d'évacuation attribuée à l'ambassade de France illustre l'essor d'une guerre cognitive en pleine crise post-électorale.

Alors que le Cameroun est suspendu à l'annonce des résultats officiels de l'élection présidentielle, une fausse alerte de grande ampleur a jeté le trouble dans l'opinion publique. Un faux communiqué, prétendument émis par l'ambassade de France, appelait les ressortissants français à quitter le pays dans un délai de 72 heures. Relayée massivement sur WhatsApp, Facebook et TikTok, l'info a atteint plus de 500 000 vues, alimentant les peurs dans un climat déjà tendu. La réaction de l'ambassade n'a pas tardé. Dans un message publié mardi soir sur sa page Facebook officielle, elle a formellement démenti avoir émis une telle communication. « Ces faux comptes ne constituent pas des communiqués officiels (...). Il s'agit d'une fausse information à visée malveillante », peut-on lire. Mais derrière cette rumeur virale, se dessine une stratégie plus inquiétante : une guerre de l'information, exploitant les failles numériques et les tensions politiques internes.

Une offensive numérique dans un contexte explosif

L'épisode survient alors que



L'IA, nouvel outil de désinformation dans la campagne présidentielle camerounaise/DR

plusieurs candidats, dont l'ex-ministre Issa Tchiroma Bakary, s'autoproclament vainqueurs, accusant le pouvoir de fraude électorale. Des manifestations ont éclaté dans plusieurs villes (Douala, Yaoundé, Garoua), exacerbant le climat d'incertitude. Dans ce contexte, la diffusion d'une fausse alerte diplomatique agit comme un catalyseur : elle suggère une perte de confiance internationale, accroît le sentiment d'instabilité, et fragilise l'image du pays. Pour un analyste en sécurité régionale, il s'agit là d'une « tactique de guerre hybride moderne, où l'information devient

une arme aussi puissante qu'un fusil ».

Un phénomène régional bien rodé

Le Cameroun n'est pas un cas isolé. En mai 2025, une manipulation similaire a visé l'ambassade de France en Côte d'Ivoire, alors que le pays traversait un débat houleux sur la réforme constitutionnelle. Ces campagnes suivent une logique de fragmentation : affaiblir les liens diplomatiques avec Paris, discréditer les autorités nationales, et faire pression sur les opinions publiques. À mesure que l'influence française recule dans plusieurs pays du

Sahel et d'Afrique centrale, ce type de désinformation devient un levier pour des acteurs – internes ou externes – désireux de remodeler les rapports de force géopolitiques.

Des impacts bien réels

Au-delà du virtuel, les effets sont tangibles. Rumeurs d'évacuation riment avec frilosité des investisseurs, ralentissements logistiques, repli des organisations non gouvernementales et annulations de projets. Selon une source proche d'une Chambre de commerce européenne à Yaoundé, « ce type de manipulation peut provoquer un effet

domino dévastateur pour les secteurs clés de l'économie comme le BTP ou les télécoms ».

Une guerre cognitive bien installée

Le cas camerounais révèle une tendance de fond : la montée en puissance de la guerre cognitive dans les États à vulnérabilité informationnelle élevée. Le terrain numérique devient un espace de confrontation stratégique, où la perception est la première cible. Comme le souligne Véronique L., chercheuse en intelligence économique à l'Université de Genève : « Les ambassades ne sont plus de simples acteurs diplomatiques. Elles incarnent désormais des symboles de stabilité nationale. Les attaquer, même symboliquement, revient à ébranler l'architecture politique d'un pays ».

Alors que le Cameroun retient son souffle dans l'attente des résultats, une autre bataille est déjà en cours – silencieuse, insidieuse, mais redoutablement efficace : celle de la maîtrise de l'information. Dans les rues comme dans les réseaux, l'avenir du pays se joue désormais à double niveau.

Noël Ndong

RWANDA

Renforcer la coopération sur l'agroforestier

Alors que le Rwanda accueille le sixième Congrès mondial sur l'agroforesterie, les délégués appellent à une collaboration renforcée afin d'accélérer l'expansion mondiale de l'agroforesterie.

Cet événement, qui se tient du 20 au 24 octobre à Kigali, la capitale du Rwanda, a attiré plus de 700 participants du monde entier, notamment des agriculteurs, des chercheurs, des décideurs politiques, des dirigeants du secteur privé, des groupes de la société civile et des représentants de la jeunesse.

S'exprimant lors de la cérémonie d'ouverture lundi, Patrick Worms, président de l'Union internationale d'agroforesterie, a déclaré que le retour de cet évé-

nement en Afrique revêt une importance à la fois symbolique et pratique.

« L'agroforesterie en tant que science moderne est née en Afrique. En tant que pratique, elle est encore très répandue

sur notre continent. Si le congrès sur l'agroforesterie a voyagé à travers le monde, il revient aujourd'hui chez lui, et je m'en réjouis », a-t-il déclaré.

Organisé sur le thème « L'agroforesterie pour les populations, la

planète et le profit », le congrès sert de plateforme pour partager les connaissances et les innovations qui favorisent l'agriculture durable, la résilience climatique et la croissance économique inclusive.

Il vise à renforcer les partenariats entre les chercheurs, les gouvernements, le secteur privé et les communautés agricoles afin d'intégrer l'agroforesterie dans les programmes de développement locaux et mondiaux.

Xinhua

« L'agroforesterie en tant que science moderne est née en Afrique. En tant que pratique, elle est encore très répandue sur notre continent. Si le congrès sur l'agroforesterie a voyagé à travers le monde, il revient aujourd'hui chez lui, et je m'en réjouis »,

REMERCIEMENTS



21 octobre 2005 - 21 octobre 2025

20 ans que tu n'es plus là physiquement, mais que tu restes ô combien présent dans nos vies et nos cœurs, notre cher père Wilson Abel Ndessabeka.

A l'occasion des 20 ans de ton rappel à Dieu, tes très chers enfants et ta veuve tenons à remercier toutes les personnes qui nous ont soutenu depuis ton départ.

Il s'agit notamment d'adresser nos très sincères remerciements :

à nos familles paternelle et maternelle ;

à ses anciens collègues et collaborateurs ;

À ses amis.

Ainsi, afin de leur témoigner toute notre gratitude, à l'occasion des intentions de messes qui seront demandées le mardi 21 octobre 2025 dans différentes paroisses du diocèse de Brazzaville, pour le repos de l'âme de notre cher père, appelé également "grand-père", "abuelo" par ses amis, nous ne manquerons pas de prier pour vous tous, qui ne cessez de nous témoigner de votre affection et de vos attentions.

FORÊTS DU BASSIN DU CONGO

Un trésor vert évalué à 23 200 milliards de dollars

Un nouveau rapport de la Banque mondiale (BM), dévoilé le 20 octobre, révèle que les forêts du bassin du Congo recèlent une richesse écologique et économique immense, encore largement sous-exploitée. La BM appelle à des investissements stratégiques pour faire de ce capital naturel un levier de développement durable, de résilience climatique et de croissance inclusive.

Un poumon vert s'étendant sur six pays d'Afrique centrale (Gabon, Centrafrique, République du Congo, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Cameroun), le bassin du Congo est au cœur d'un enjeu mondial. Les nouvelles données publiées par la BM sont frappantes : entre 2000 et 2020, la valeur des services écosystémiques forestiers de la région a presque doublé, atteignant 1 150 milliards de dollars. La valeur totale de ses actifs forestiers a quant à elle bondi à 23 200 milliards de dollars. Pourtant, les retombées économiques directes pour les pays concernés restent dérisoires, soit à peine 8 milliards de dollars en 2020.

Cette situation traduit un déséquilibre entre les services climatiques essentiels pour la planète qu'offrent les forêts du bassin du Congo et les revenus des pays forestiers. Plus de 90 % de la valeur générée provient de la régulation du climat à l'échelle mondiale, un service non rémunéré pour ces nations souvent parmi les moins riches



de la planète.

Le rapport, intitulé « Bassin du Congo, comptes écosystémiques forestiers et recommandations politiques », dresse un état des lieux contrasté. Le Ga-

bon et la République du Congo progressent, en intégrant la durabilité forestière dans leurs plans de développement. Ils affichent une faible déforestation et une forte biodiversité. Le Ca-

meroun et la Guinée équatoriale renforcent leur gouvernance environnementale. Cependant, la République démocratique du Congo et la République centrafricaine peinent à concilier

croissance démographique, activités extractives informelles et conservation, menaçant la résilience écologique de leurs forêts.

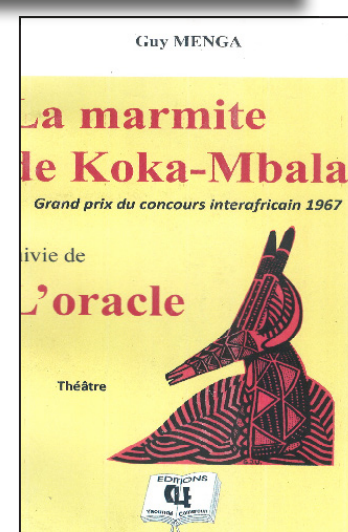
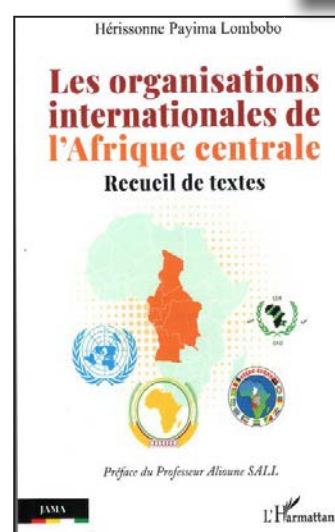
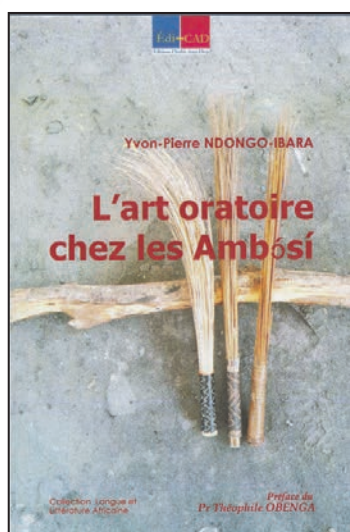
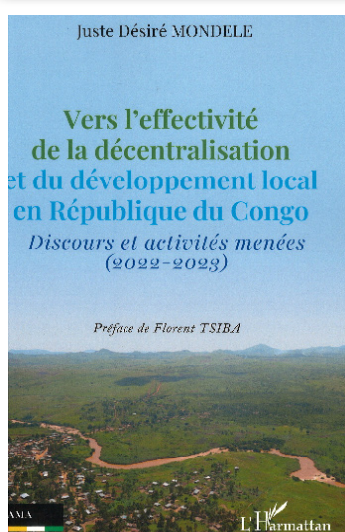
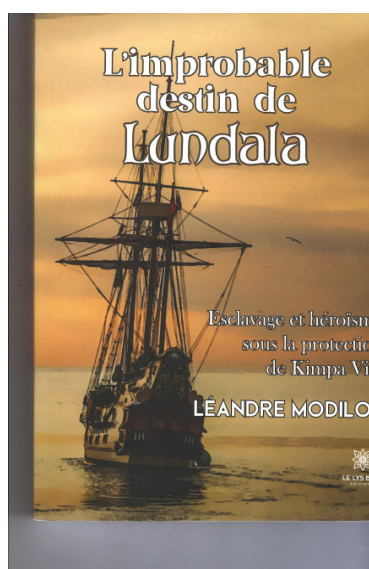
Les forêts du bassin du Congo peuvent devenir un moteur de développement durable, insiste le rapport, à condition d'investir de manière stratégique et équitable. Il suggère aux États du bassin du Congo d'intégrer la comptabilité des écosystèmes dans la planification économique, de développer des filières durables et inclusives, d'améliorer la gouvernance forestière et les données, ainsi que de faire du financement climatique un levier de justice environnementale. « Pour la première fois, les pays du bassin du Congo disposent d'une comptabilité complète de leurs écosystèmes forestiers, ce qui leur permet de mesurer, valoriser et mieux gérer ce capital naturel exceptionnel », a commenté Ousmane Diagana, vice-président de la BM pour l'Afrique de l'Ouest et du centre.

Fiacre Kombo

« Pour la première fois, les pays du bassin du Congo disposent d'une comptabilité complète de leurs écosystèmes forestiers, ce qui leur permet de mesurer, valoriser et mieux gérer ce capital naturel exceptionnel »



EN VENTE





AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS N°031/HISWACA /25 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL EN CHARGE DE L'ELABORATION DE LA NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour la mise en œuvre des activités du « Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « recrutement d'un consultant individuel en charge de l'élaboration de la notice d'impact environnemental et social (NIES) des travaux de modernisation et d'aménagement du bâtiment de l'institut national de la statistique (INS) d'une part et des travaux d'extension du centre national de formation en statistique, démographie et planification (CNFSDP) et de construction d'un centre de conférence de l'INS d'autre part ».

2. La mission a pour objectif d'identifier,

d'évaluer, d'anticiper et d'encadrer les effets potentiels du projet sur l'environnement et les populations, afin que le projet développé soit conforme à la réglementation et durable.

3. L'Unité de gestion du projet HISWACA invite les consultants individuels à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants individuels intéressés doivent fournir les informations sur leur qualifications et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (curriculum-vitae daté et signé, copies des diplômes et des justificatifs de références en prestations similaires réalisées, etc.)

4. La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI)

de la Banque mondiale (version de juillet 2016, révisée en novembre 2017, août 2018 et septembre 2023).

5. Les consultants peuvent obtenir les termes de références de la mission par courriel à l'adresse : recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

6. Les manifestations d'intérêts doivent être écrites en langue française et être déposées à l'adresse ci-dessous ou envoyées par courriel au plus tard le 04 novembre 2025 (à minuit, heure locale) et porter clairement la mention « Avis à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un consultant individuel en charge de l'élaboration de la NIES des travaux de modernisation et d'aménagement du bâtiment de l'institut national de la statistique

(INS) d'une part et des travaux d'extension du centre national de formation en statistique, démographie et planification (CNFSDP) et de construction d'un centre de conférence de l'INS d'autre part ».

7. L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est : projet HISWACA, Immeuble de l'institut national de la statistique, avenue Lampama, quartier Mpila. Arrêt TP, Arrondissement 5 Ouenzé, 1er étage, Immeuble de l'Institut National de la Statistique (INS); Tél : (+242) 06 679 68 60 / 069729586, E-mail : recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org

Fait à Brazzaville le 23 octobre 2025

Patrick Valery ALAKOUA

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS N°011/HISWACA/25 POUR LE RECRUTEMENT D'UN ASSISTANT EN SUIVI EVALUATION

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour la mise en œuvre des activités du « Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « recrutement d'un Assistant en suivi évaluation ».

2. Description des tâches
Placé(e) sous l'autorité du Coordonnateur du Projet et la supervision du Responsable en Suivi-Évaluation (RSE), l'Assistant(e) en Suivi-Évaluation (ASE) apporte un appui technique à l'équipe du Projet (UGP HISWACA) dans la mise en œuvre des activités de suivi et d'évaluation. Il/elle collabore étroitement avec l'ensemble des membres de l'équipe, les bénéficiaires ainsi que toutes les parties prenantes impliquées. Les tâches de l'assistant en suivi-évaluation sont les suivantes :

- Collecter, stocker et analyser les données du projet ;
- Mettre à jour les données de référence des producteurs ;
- Recueillir les informations quantitatives et qualitatives nécessaires au bon fonctionnement du système de rapportage ;
- Contribuer à l'évaluation et à l'amélioration des outils de suivi-évaluation ;

- Assister les bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités du projet ;
- Participer à l'élaboration du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) ;
- Identifier les problèmes et proposer des améliorations du système de suivi-évaluation ;
- Etc.

3. Qualifications et Profil du candidat
• Avoir un diplôme universitaire (Bac + 3 au moins) en statistique, démographie, gestion des projets, en suivi-évaluation ou équivalent ;
• Avoir réalisé au moins deux (02) missions dans le cadre des activités de suivi-évaluation d'un projet ou d'un programme de développement ;
• Avoir une expérience professionnelle de deux (02) ans au moins dans le système statistique (SSN) Congolais.

4. La sélection du candidat se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque Mondiale (version de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017, Août 2018 et septembre 2023). Elle se déroulera en deux (2) phases : (i) une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV ; (ii) une phase d'interview des candidats présélec-

tionnés sur la liste restreinte. Seul(e) s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission par courriel à l'adresse : recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

6. Les manifestations d'intérêts doivent être écrites en langue française et être déposées à l'adresse ci-dessous ou envoyées par courriel au plus tard le 04 novembre 2025 (à minuit, heure locale) avec les documents suivants : (i) la lettre de motivation ; (ii) le curriculum vitae (CV) ; (iii) les attestations ou certificats de travail ; (iii) copies du diplôme.

Seules les expériences prouvées par les attestations ou certificats de travail de l'employeur seront pris en compte. Les candidats sont encouragés à produire le maximum de preuve pour étayer leur candidature.

7. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est : projet HISWACA, 1er étage Immeuble de l'institut national de la statistique, avenue Lampama, quartier Mpila, Arrêt TP, Arrondissement 5 Ouenzé ; Tél : (+242) 06 679 68 60 / 069729586, E-mail : recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org

NB

- Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat ;
- Les candidatures des personnes ayant travaillé au sein d'une unité de gestion d'un projet financé par la Banque mondiale dans lequel ont été relevées des dépenses inéligibles ou questionnables, sont désavantagées ;
- Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillant, ou ayant travaillé au cours des six derniers mois au sein d'une unité de gestion de l'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés, de même que les candidats ayant travaillé dans des projets clôturés mais qui n'ont pas encore rempli tous les engagements de gestion financière (rapports d'audit de clôture, RSF, documentation des comptes désignés).

Fait à Brazzaville le 23 octobre 2025

Patrick Valery ALAKOUA

ITURI

L'Unicef vole au secours de plus de 3 700 ménages à Tchomia

3 716 ménages des personnes retournées et des déplacées, des enfants, des hommes et surtout des femmes, ont récemment bénéficié d'une assistance du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), au centre de la chefferie de Tchomia, cité située à 65 kilomètres au Nord-Est de Bunia, dans la province de l' Ituri.

Le don s'inscrit dans le cadre du projet de réponse rapide(UniRR) financé par BHA visant à fournir une assistance d'urgence et des services de protection à la population affectée par des crises humanitaires. «*Cette distribution rapide des articles ménagers essentiels concerne trois aires de santé, Tchomia, Montana et Kuga. Nous avons ciblé 3 716 ménages qui reçoivent ces*

«il y a également le kit d'abri léger composé de deux bâches de marque Unicef, avec un rouleau de cordes et des seaux que vous voyez. Nous avons aussi donné des kits d'hygiène intime pour les femmes en âge de procréation et des adolescentes pour la menstruation, elles qui se déplacent et n'ont rien».



kits. Chaque article de ménage essentiel est composé de deux couvertures, deux nattes, une pièce de trois pagnes pour les femmes, deux casseroles, quatre assiettes, six cuillères à soupe. Il y a aussi six gobelets, quatre couteaux pour la cuisson, des savons de bain munganga», a indiqué le chargé de communication au Programme de prévention des soins de santé primaires en Ituri, Trésor Muyumba. A côté de cela, a-t-il ajouté, «il y a également le kit d'abri léger composé de deux bâches de marque Unicef, avec un rouleau de cordes et des seaux que vous voyez. Nous avons aussi donné des kits d'hygiène intime pour les femmes en âge de procréation et des adolescentes pour la menstruation, elles qui se déplacent et n'ont rien».

Blandine Lusimana



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS N°028/HISWACA/25 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE D'ELABORER LA STRATEGIE DE COMMUNICATION GLOBALE ET DIGITALE DU PROJET HISWACA, DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) ET DU CENTRE NATIONAL DE FORMATION EN STATISTIQUE, DEMOGRAPHIE ET PLANIFICATION (CNFSDP)

- 1.Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour la mise en œuvre des activités du « Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « recrutement d'un cabinet chargé d'élaborer la stratégie de communication globale et digitale du projet HISWACA, de l'institut nationale de la statistique (INS) et du centre national de formation en statistique, démographie et planification (CNFSDP) ».
- 2.L'objectif principal de la mission est d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie globale et digitale de communication permettant de renforcer la visibilité, la notoriété et l'image institutionnelle du projet HISWACA d'une part et de l'INS et du CNFSDP, tout en valorisant les produits statistiques d'une part et les formations dans le domaine statistique d'autre part dans le cadre du projet HISWACA.
- 3.L'Unité de gestion du projet HISWACA invite les firmes admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets (firmes) intéressés doivent Fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution desdits services.
- 4.Un cabinet sera sélectionné selon la méthode fondée sur la qualification des consultants (QC) en accord avec le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'In-

- vestissements (FPI) de la Banque Mondiale (version de juillet 2016, révisée en novembre 2017, août 2018 et septembre 2023).
- 5.Les cabinets intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission par courriel à l'adresse: recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org ou passer dans les locaux du projet de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.
 - 6.Les manifestations d'intérêts doivent être écrites en langue française et être déposées à l'adresse ci-dessous ou envoyées par courriel au plus tard le 04 novembre 2025 (à minuit, heure locale) et porter clairement la mention « Avis à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un cabinet chargé d'élaborer la stratégie de communication globale et digitale du projet HISWACA, de l'institut nationale de la statistique (INS) et du centre national de formation en statistique, démographie et planification (CNFSDP) ».
 - 7.L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est : projet HISWACA, 1er étage Immeuble de l'institut national de la statistique, avenue Lam-pama, quartier Mpila, Arrêt TP, Arrondissement 5 Ouenzé; Tél : (+242) 06 679 68 60 / 069729586, E-mail : recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org

Fait à Brazzaville le 23 octobre 2025

Patrick Valery ALAKOUA

NÉCROLOGIE



Ignace Bidzoua, Sylvie Bounkazi, Sandrine Bounkazi, Aymard Bounkazi, Steryan Bounkazi, Rhode Batsimba Bounkazi, les enfants, Rachild Badila, le lieutenant Pih Polault, Pih Teddi Lionnel, Pih Sephora et Pih EXaucée ont la profonde douleur d’annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur mère et soeur Martine Mikounga Bounkazi, survenu le 8 octobre à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient à Mfilou au quartier Mbouala; derrière le lycée (Rfce : premier Carrefour). La date et le lieu de l’inhumation seront communiqués ultérieurement.

Jean Bruno Ndokagna, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Obembo, Ndokagna, Ngassaki et l’association Bana Elingui ont le regret d’annoncer aux amis et connaissances le décès de leur mère, tante, grand-mère et amie Mme Pauline Obembo, survenu le dimanche 19 octobre à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n° 120, rue Makoua (au bord de Madoukou). Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



Les enfants et petits-enfants Athys Atipo, la famille Marie Ampha, Mrs Mongo Michel et Obame Ben ont le profond regret d’informer les amis et connaissances du décès de leur fille, soeur, tante et mère Sandrine Romarithe Ntsaï Atipo (Hello), survenu le lundi 13 octobre 2025 à Rabat au Maroc. La veillée mortuaire se tient au N° 7 de la rue Lessia à NKombo (4^e ruelle après les 2 stations Total). La suite du programme vous sera communiquée ultérieurement.

AVIS DE RECHERCHE

Le parquet de la république près le tribunal d’instance de Makélékélé et Baongo lance un avis de recherche concernant madame Touadikissa née Mpassi Ouavila Thérèse Frédérine née le 22 août 1978 à Brazzaville, portée disparue depuis le 29 avril 2023. Toute personne connaissant l’intéressée et l’ayant aperçue, est priée d’informer le tribunal d’instance de Makélékélé-Baongo.

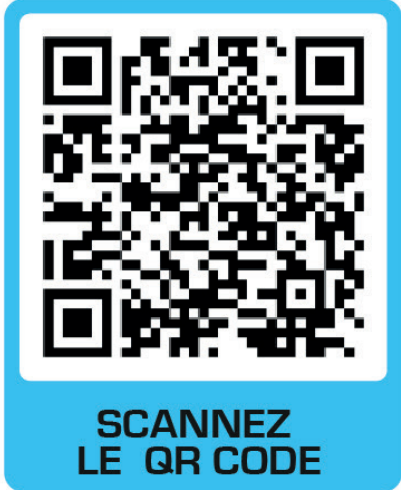


ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN
OU



RELIGION

Dr José Gregorio Hernández et Carmen Elena Rendiles Martínez canonisés par le pape Léon XIV

Le souverain pontife, chef suprême de l'Eglise catholique, Léon XIV, a canonisé, le 19 octobre dernier, lors d'une messe célébrée sur la place Saint-Pierre du Vatican, les deux premiers saints vénézuéliens, le Dr José Gregorio Hernández et mère Carmen Elena Rendiles Martínez.

C'est devant des dizaines de milliers de personnes que le pape a canonisé les deux premiers saints vénézuéliens, au cours d'une messe qualifiée de « grande célébration de la sainteté ». Ce processus officiel, mené par le pape, est une forme de reconnaissance de la sainteté d'une personne ayant eu une vie exemplaire et vertueuse, souvent confirmée par des miracles après sa mort, à savoir le « médecin des pauvres » du Venezuela. Dans le cadre de cette canonisation, une messe d'action de grâce a été dite à Brazzaville, capitale de la République du Congo, par l'archevêque métropolitain Bienvenu Manamika Bafouakouahou. Elle s'est tenue en présence de la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault; des ambassadeurs du Venezuela au Congo, Laura Evangelia Suárez; de France, Claire Bodonyi; du Cameroun, Louis Marie Magloire Nkounme Tseny; et bien d'autres membres du corps diplomatique.

Au cours de cette messe qui s'inscrivait aussi dans le cadre de la cinquante-quatrième assemblée plénière de la Conférence épiscopale du Congo, l'archevêque métropolitain de Brazzaville, également président de cette conférence, a lancé un appel à la paix au Venezuela et dans la région Amérique latine et Caraïbes.

Les deux premiers saints vénézuéliens

Le Dr José Gregorio Hernández Cisneros, OFS, né le 26 octobre 1864 à Isnotú, dans l'État vénézuélien de Trujillo, et mort le 29 juin 1919 à Caracas, a été à la fois médecin, scientifique et religieux. Solidaire avec les plus pauvres, beaucoup l'ont considéré comme un saint. Il est vénéré par l'Eglise catholique et fêté le 26 octobre. Le Dr José Gregorio Hernández Cisneros est celui qui a introduit le microscope au Venezuela, et de nombreux autres instruments achetés en France qui, selon le Dr Auguste Pi Suñer, sont restés en usage bien longtemps après leur acquisition... Quant à sa vie religieuse, José Gregorio Hernández était un catholique fervent. Le 7 décembre 1899, il fait profession dans le Tiers-Ordre franciscain. Il mène une vie encore plus dépouillée, pauvre et ascétique. Il participe chaque matin à la messe et débute chacune de ses activités par une prière. Il donne tout son temps libre à la prière et aux soins des pauvres. Toutefois, son désir de radicalité n'étant pas étanché, il souhaite se consacrer entièrement. Le 29 juin 1919, alors qu'il sort de la pharmacie où il vient d'acheter des médicaments pour une pauvre malade qu'il a l'habitude de visiter, il est renversé par une voiture. Transporté à l'hôpital, il reçoit l'extrême-onction, et meurt après



Les deux premiers saints vénézuéliens canonisés par le Pape Léon XIV/DR

avoir murmuré : « O Sainte Vierge ! » L'accident choque la population, et à la nouvelle de sa mort, on s'exclame : « Un saint est mort ! » Ses funérailles sont un triomphe. José Gregorio Hernandez est inhumé dans l'église de La Candelaria à Caracas. Dès sa mort, les Vénézuéliens l'ont considéré comme un

saint et l'ont prié pour obtenir des faveurs, devançant le jugement de l'Eglise. Sa tombe est devenue instantanément un lieu de pèlerinage, et face au témoignage des nombreux miracles, sa réputation de sainteté n'a cessé de croître. Mère Carmen Rendiles, la « vaillante » sainte du Venezuela, est née

le 11 août 1903 à Caracas et morte le 9 mai 1977 dans cette même ville à l'âge de 73 ans, considérée comme une sainte par tous ceux qui l'avaient connue. Elle est une religieuse catholique, fondatrice des servantes de Jésus du Venezuela et vénérée comme sainte par l'Eglise catholique. Elle est canonisée le 19 octobre 2025. En 1965, la branche vénézuélienne des Servantes de Jésus devient indépendante, devenant une congrégation religieuse à part entière. De 1969 à sa mort, Carmen Rendiles sera élue à chaque fois supérieure générale, charge qu'elle occupe avec soin, s'efforçant d'être un exemple pour ses sœurs...

Le 5 juillet 2013, le pape François reconnaît l'héroïcité de ses vertus, lui attribuant ainsi le titre de vénérable. Le 18 décembre 2017, le pape reconnaît l'authenticité d'un miracle qui aurait été obtenu par l'intercession de mère Carmen et signe le décret de béatification. Elle a été proclamée bienheureuse lors d'une cérémonie qui a été célébrée le 16 juin 2018 à Caracas par le cardinal Angelo Amato. Le 31 mars 2025, le pape François reconnaît comme authentique un second miracle attribué à l'intercession de Carmen Rendiles, et signe le décret de sa canonisation. Elle est solennellement proclamée sainte par le pape Léon XIV le 19 octobre dernier.

Bruno Zéphirin Okokana

PRIX DÉCOUVERTES 2026

RFI soutient la carrière des nouveaux talents

Les inscriptions au Prix Découvertes RFI 2026 sont ouvertes depuis le 6 octobre et seront clôturées le 20 novembre.

Le Prix Découvertes RFI est ouvert à tous les artistes solo (accompagnés de leurs musiciens) ou les groupes musicaux qui veulent se faire entendre dans le monde entier et développer leur carrière à l'international. Il est nécessaire d'avoir déjà à son actif au moins un album ou deux EPS, ou huit titres disponibles sur les plateformes d'écoute (une seule inscription par artiste ou par groupe).

Les candidats ou les candidates des pays participants en Afrique, aux îles de l'océan Indien et aux Caraïbes, membres de l'Organisation internationale de la francophonie, à savoir Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, République démocratique du Congo, Rwanda, São Tomé-et-Principe, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie, Comores, Djibouti, Madagascar, Maurice et Sey-



Prix Découvertes

Artistes, musiciens,
êtes vous prêts ?



APPEL À CANDIDATURES 2026

chelles, la Dominique, Haïti et Sainte-Lucie doivent soumettre leurs candidatures en ligne en se connectant à l'adresse URL : www.prixdecouvertes.com. Cette année, un accent particu-

lier est mis sur la performance live. Tous les candidats et candidates doivent envoyer une vidéo d'eux en concert pour évaluer, au-delà de la qualité et de l'originalité de leurs créations, leurs

aptitudes sur scène.

Le dossier de candidature doit avoir un formulaire de participation dûment rempli en ligne disponible à l'adresse citée. Pour le compléter, il faudra disposer d'un ou de plusieurs liens à partir desquels seront disponibles en accès gratuit un minimum de six titres en écoute ; trois liens à partir desquels seront visionnés (sur YouTube ou toute autre plateforme librement consultable) ; une vidéo du candidat live (représentation musicale sur scène).

Cette vidéo doit être d'une durée d'au moins 20 minutes ou d'au moins 3 morceaux enchaînés. Il est important que les images et le son soient suffisamment nets ; un vidéo-clip récent ; une courte vidéo (durée maximum 2 minutes) où le candidat se présente (raconte son parcours, parle de sa musique, explique ses motivations à candidater et évoque ses projets). Cette vidéo peut être tournée face caméra et captée avec un simple téléphone, en veillant à ce que le son soit de bonne qualité.

Une pré-sélection sera faite au début de l'année 2026 au cours

de laquelle dix finalistes seront retenus et présentés au public qui votera en ligne. Celui ou celle qui sera désigné par le public obtiendra « La voix du public », qui comptera pour une voix dans le vote final du jury composé de professionnels du monde de la musique, lequel désignera le lauréat du concours.

Le lauréat ou la lauréate bénéficiera d'une aide à la création de 10 000 euros, et d'un grand concert retransmis sur RFI ainsi que d'un accompagnement pour sa promotion à l'international. Le prix ne récompense pas des artistes solo ou groupes musicaux débutants, mais émergents.

Les différents éléments à fournir en avance : un lien vers votre page principale sur un réseau social, six titres en écoute sur une plateforme en ligne et un lien par titre, un lien vers une de vos prestations « live » en public d'au moins 20 minutes, un lien vers une courte vidéo dans laquelle vous vous présentez et vous racontez vos motivations pour participer au concours, une photo promotionnelle.

Rosalie Tsiankolela Bindika



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

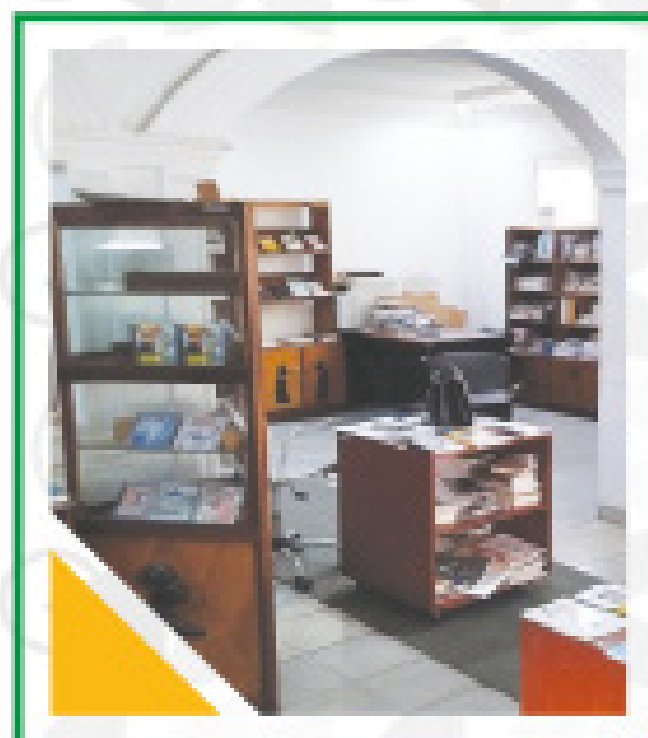
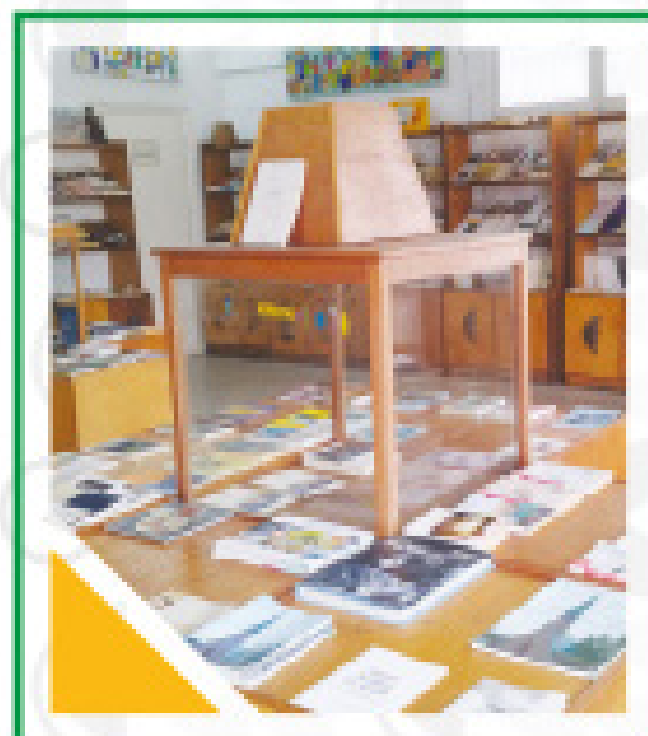
- ☒ Présentation des ouvrages
- ☒ Conférences-débats
- ☒ Dédicaces
- ☒ Emissions Télévisées
- ☒ Ateliers de lecture et d'écriture



HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



Adresse : B4 Bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

SOLIDARITÉ

Les Rotary club de Pointe-Noire mobilisés pour la paix

A l'initiative du Rotary club Doyen de Pointe-Noire, une rencontre destinée à la célébration de la paix a été organisée le 20 septembre dernier. Celle-ci a réuni les membres de ce club et ceux du Rotary club Pointe-Noire Ndjindji avec leurs partenaires ainsi que les bénéficiaires de leurs actions qui ont profité de l'occasion pour appeler à œuvrer pour la paix. Un message que Florence Roch Dehorter, Adjointe du gouverneur (ADG) du District 9150, circonscription de Pointe-Noire, a réitéré le 21 octobre au cours d'un entretien avec Les Dépêches de Brazzaville sur la contribution du Rotary club dans la consolidation de la paix dans le monde.

Instituée en 1981 par l'Organisation des Nations unies (ONU) pour « commémorer et renforcer les idéaux de paix au sein de toutes les nations et de tous les peuples entre eux », la Journée de la paix a lieu chaque 21 septembre de l'année. Organisée le 20 septembre dernier place du Rotary en prélude à cette journée, la rencontre marquant sa célébration par les Rotary club de Pointe-Noire a été une occasion de sensibiliser à la culture de la paix et de montrer ce que le Rotary international réalise pour la consolidation de cette paix dans le monde. En effet, comme l'a expliqué l'ADG Florence Roch Dehorter, le Rotary international, qui a fait de la résolution des conflits et la consolidation de la paix une de ses six causes prioritaires, est engagé pour cela depuis ses débuts.

« Dès l'origine de l'ONU, les membres du Rotary se sont mobilisés pour la promotion de la paix dans le monde », a-t-elle souligné. « Nous avons un siège permanent au Conseil économique et social de cette organisation. Nous sommes des promoteurs et des travailleurs de la paix. Nous finançons des centres de formation et octroyons des bourses pour la paix. Nous formons des techniciens qui vont aider les gouvernements, les organisations, des professionnels qui vont sur les zones de conflits pour aider à la promotion de la paix et la résolution des conflits », a-t-elle précisé, démontrant par là même la force de l'engagement du Rotary international dans ce domaine.

Au cours de la rencontre pour la célébration de la paix, sous l'impulsion de l'ADG, les Rotariens et Rotaractiens, leurs partenaires et bénéficiaires de leurs actions, tous formant un cercle, et la main dans la main, ont scandé à l'unisson



« Oeuvrer pour la paix, c'est agir ensemble, chacun avec ses atouts, dans un but partagé. Ainsi, nos talents singuliers, nos différences, deviennent notre richesse collective, parce que nous nous comprenons mieux. Forts de cette diversité, nous pouvons alors construire un monde meilleur autour de nous : Unis pour faire le bien »

le slogan d'appel à la paix, à savoir « Le Rotary pour la paix dans le monde ». Des mots apparemment banals et tout autant porteurs d'un message universel allant dans le même sens que le message du président du Rotary Club international pour cette année : « Unis pour faire le bien ».

Florence Roch Dehorter a tenu à le rappeler : « Le message de notre président cette année c'est « Unis pour faire le bien ». Nous avons financé ces vingt dernières années environ 70 milliards de francs CFA (125 millions US dollars), pour la résolution des conflits et la consolidation de la paix notamment avec nos centres de formation, nos bourses pour la paix mais aussi par nos actions au quotidien. Quand nous aidons à l'éducation des jeunes, à la santé de la mère et de l'enfant, quand nous allons dans les zones difficiles pour promouvoir la paix et aider les plus démunis, nous contri-

buons et préservons la paix et c'est cela notre message. Notre leitmotiv cette année : « Unis pour faire le bien ».

La paix est l'affaire de tous

Si la célébration de la paix sur la place du Rotary a permis aux Rotariens de sensibiliser à la culture de la paix «qui n'est pas un luxe mais une priorité donnée à tout citoyen», selon Fall Ngouma Ngouma, président actuel du Rotary club Pointe-Noire Doyen, elle a été un bon moment pour les partenaires, notamment les responsables d'AVSI (Organisation non gouvernementale italienne œuvrant, entre autres, pour le respect des droits humains, des femmes et l'égalité des genres) de lancer leurs messages et partager leurs pensées sur la paix. Pour Sephora Kando, coordinatrice de cette organisation, «la paix ne naît pas de l'absence des conflits mais de la volonté partagée de les résoudre avec

respect, écoute et humanité, c'est choisir chaque jour de ne pas répondre à la haine par la haine mais de rester fidèle à ce qui apaise, élève et relie ». De son côté, Arley Malanda, responsable des Ressources humaines, a indiqué que la Journée internationale de la paix rappelle que celle-ci ne se décrète pas, elle se construit chaque jour par les gestes, les actions. « Célébrer cette journée c'est affirmer que le dialogue est plus fort que la violence. La paix mondiale commence dans nos communautés, dans la manière dont nous choisissons de nous respecter et de nous entraider », a-t-il souligné. Saint Eudes, responsable de l'antenne de Pointe-Noire, a partagé deux pensées profondes sur la paix. La première, c'est « Chaque jour est une opportunité de poser un acte de paix aussi petit soit-il ». La seconde, c'est « La paix n'est pas un luxe, c'est une nécessité pour l'humanité

». Quant à Murielle Louamba, elle a estimé que « la paix est un sourire, un mot bienveillant ».

Les bénéficiaires du Centre Madré-Moreno des sœurs salésiennes de Mpaka (Structure éducative dotée d'un complexe scolaire, d'un centre professionnel et d'un foyer d'accueil des filles en difficulté, et des jeunes défavorisés) ont aussi partagé leur vision durant la célébration. La soeur Ywenga Frany Weylla a confié : « Nous avons des valeurs salésiennes à inculquer aux jeunes et surtout la paix qui est une valeur fondamentale pour notre congrégation, parce que chaque jour nous faisons une prière pour la paix, et chaque jour nous œuvrons aussi pour l'harmonie et la solidarité entre les Hommes ». Béatrice Farina, représentante pays d'AVSI, a invité, quant à elle, tout le monde à travailler pour la paix au quotidien : « On n'a pas toujours besoin d'être président ou gouverneur pour mener des actions concrètes pour la paix. Soyons toujours attentifs à cela, même dans nos petites actions quotidiennes ».

Etant donné que rien ne peut se faire sans la paix, pour les Rotariens, la paix est l'affaire de tous : chacune, chacun de nous doit œuvrer pour sa consolidation et pour la résolution des conflits dans le monde. « Oeuvrer pour la paix, c'est agir ensemble, chacun avec ses atouts, dans un but partagé. Ainsi, nos talents singuliers, nos différences, deviennent notre richesse collective, parce que nous nous comprenons mieux. Forts de cette diversité, nous pouvons alors construire un monde meilleur autour de nous : Unis pour faire le bien », a conclu Florence Roch Dehorter.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

INSERTION PROFESSIONNELLE

Des jeunes édifiés sur les opportunités d'emploi

Des jeunes valides et ceux vivant avec handicap venus de tous les arrondissements de Brazzaville ont échangé, le 22 octobre au Palais des congrès, avec les responsables des entreprises sur les opportunités de l'emploi.

La rencontre a eu lieu à l'occasion du forum de l'emploi des personnes vivant avec handicap et des jeunes pour échanger sur les différents domaines et partager les expériences en vue de créer un espace entre le candidat et l'employeur. Elle a permis aux délégués des entreprises, associations, programmes ainsi qu'aux agences du système des Nations unies d'offrir des véritables opportunités aux jeunes et les orienter sur les formations spécifiques des personnes vivant avec handicap pour préparer l'aménagement des postes de travail.

La deuxième édition du salon de l'emploi des personnes vivant avec handicap a été marquée notamment par une séquence de projection de film sur l'impact de la première édition, la visite des stands ainsi que des allocutions prononcées par le coordonnateur résident du système des Nations unies au Congo, Abdourahamane Diallo, et la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Marie-Cécile Mboukou Kimbatsa.

Les jeunes ont été éclairés à cette occasion sur des offres, des sites internet et plateformes des différentes entreprises dans les domaines forestier, industriel, de banque, du tourisme, de la santé,

de la santé de la reproduction, du commerce, des droits de l'enfant.

Dans son allocution d'ouverture, la ministre des Affaires sociales a donné les statistiques de l'enquête réalisée à Brazzaville dans le cadre de l'élaboration de la stratégie nationale des personnes vivant avec handicap. D'après elle, les résultats avaient montré que 61% de personnes vivant avec handicap ne sont pas scolarisées, 79% n'exercent pas d'activités et 75% manquent de conjoints.

Elle a souligné l'épineuse question de l'acceptation de cette catégorie de personnes dans les entreprises congolaises. « *Il ne s'agit plus de voir dans le handicap un coup supplémentaire mais aussi un potentiel dans le fondement que peuvent apporter ces travailleurs différents lorsque le poste est aménagé et correspond au profil* », a-t-elle déclaré. « *Le handicap n'est pas une incapacité mais une autre forme de capacité car les jeunes vivant avec handicap ne cherchent pas une compassion mais la reconnaissance de leur potentiel* », a ajouté Irène Marie-Cécile Mboukou Kimbatsa. Par ailleurs, a-t-elle assuré, le ministère s'emploie à réunir les conditions pour créer, avec l'ac-



Les participants au salon de l'emploi des jeunes/Adiac

compagnement des organismes institutionnels et autres partenaires techniques et financiers, une synergie en vue de réaliser la vision des personnes vivant avec handicap.

De son côté, le coordonnateur résident du système des Nations unies au Congo, Abdourahamane Diallo, a rappelé la participation de plus de 2000 jeunes à la première édition. Selon lui, l'impact de la première édition a donné plus de cinquante jeunes vivant avec handicap bénéficiaires des

emplois, des stages dans différentes entreprises ainsi qu'au sein des agences du système des Nations unies.

« *L'accès à l'emploi décent est donc l'essentiel du développement humain et social. Travailler n'est pas seulement gagner sa vie, c'est aussi participer activement à la vie de la nation, construire son autonomie et contribuer au bien-être collectif* », a-t-il indiqué.

Il a rappelé l'Agenda 2030, l'engagement qui accompagne la

volonté de promouvoir l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes, l'éducation, la santé. Aucun développement durable n'est possible sans leur participation.

Les acteurs de développement ont été invités à s'unir pour soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre de la politique de l'emploi en bâtissant des passerelles concrètes et directes favorisant l'insertion professionnelle des jeunes.

Lydie Gisèle Oko

MUSIQUE

Djason Philosophe en France pour réaliser le clip "Rumba mokili mobimba"

L'orchestre de reggae "The Ligerians" de Tours, en France, et l'artiste musicien Djason Philosophe se sont mis au travail, le 21 octobre, dans le studio Soul nurse records des Ateliers de la Morinerie de Saint-Pierre-des Corps, pour l'enregistrement et la réalisation du clip «Rumba mokili mobimba»

La collaboration entre les musiciens français et l'artiste congolais du groupe «Super nkolo mboka» est née suite à la participation au Festival panafricain de musique de 2023 du percussionniste Adrien Garrido, alias Adrien Mbonda, du Pan'n'Co Steelband, en tant que fabricant de l'instrument de musique appelé «Steel pan», dans le cadre du Marché de la musique africaine. Il était accompagné de Pegguy Maho du Centre de formation Vitality. Dans la suite de sa foison d'idées a germé le projet de vouloir faire voyager la rumba à travers le monde entier tout en établissant des ramifications entre les autres courants musicaux sans perdre ses racines.

La motivation de cette collaboration trouve également sa source dans le fait que la rumba est désormais



La photo du groupe des musiciens lors de la réalisation du clip/Mathys Meunier

inscrite par l'Unesco sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité depuis le 14 décembre 2021 : elle en a suscité l'attrait et la convoitise auprès du groupe The Ligerians et de ses musiciens additionnels.

Poursuivant son idée, Adrien Mbonda a choisi, dans un

premier temps, de se rendre à Brazzaville en début d'année pour y effectuer un stage international d'imprégnation de la rumba et visiter, par surcroît, la Terre de la rumba avec, à la clé, un concert donné le 25 janvier.

Dans un second temps, en collaboration avec Djason Philosophe en France, finali-

ser et réaliser dans le studio de Cyril Solnais des Ateliers de la Morinerie de Saint-Pierre-des Corps, un clip de la chanson intitulée «Rumba mokili mobimba». Cette chanson est le mixage et la fusion des chansons «Rumba na piste» de Djason Philosophe et «Ebandeli ya mosala» de Kosmos Moutouari.

Pour cette séquence du studio Solnais des Ateliers de la Morinerie, ont participé Adrien Mbonda ; Emaly Loketo ; Jako Etutu Nico TumbacoMathys Minguete et Djason Philosophe.

Cette œuvre collégiale représente la résultante de l'établissement d'un pont entre le bassin du Congo et l'Amérique du Sud en général, et, plus précisément, Trinidad et Tobago, en appui des musiques afro-caribéennes et de la rumba, le tout mixé et mis en réseau par le «Steel pan», instrument aux sonorités proches de la «sanza», expliquent conjointement Djason Philosophe et Adrien Mbonda.

C'est impatientement que les mélomanes de la rumba guetteront la disponibilité du clip dans les liens de distribution.

Marie Alfred Ngoma